



Conseil Economique
et Social

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1991/38
7 février 1991

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Quarante-septième session
Point 14 de l'ordre du jour

DROITS DE L'HOMME ET PROGRES DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE

Note du Secrétaire général

1. En 1990, à sa quarante-sixième session, la Commission des droits de l'homme a adopté la résolution 1990/39, intitulée "Utilisation des progrès de la science et de la technique pour promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales", au titre du point de l'ordre du jour concernant les "Droits de l'homme et progrès de la science et de la technique".
2. Dans le dispositif de la résolution 1990/39, la Commission des droits de l'homme a invité l'Université des Nations Unies, en coopération avec d'autres institutions universitaires et de recherche intéressées, à lui présenter, lors de sa quarante-septième session, un rapport final sur son étude de l'impact aussi bien positif que négatif des progrès de la science et de la technique sur les droits de l'homme et les libertés fondamentales, conformément à la résolution 1988/59 de la Commission.
3. Dans une lettre datée du 13 décembre 1990, adressée au Secrétaire général adjoint aux droits de l'homme, l'Université des Nations Unies a indiqué, en réponse à l'invitation de la Commission des droits de l'homme, qu'elle avait étudié l'impact à la fois positif et négatif des progrès de la science et de la technique sur les droits de l'homme et les libertés fondamentales et qu'elle avait publié ses conclusions sous la forme d'un opuscule intitulé "Human Rights and Scientific and Technological Development". Elle a également indiqué que cet opuscule serait mis en vente par l'Université des Nations Unies à titre de publication des Nations Unies, numéro de vente E.90.III.A.3. Quelques exemplaires de cette publication peuvent être consultés au Centre pour les droits de l'homme (anglais seulement).

4. Cette publication traite de l'incidence du progrès technique sur le développement et les droits de l'homme en Asie et en Amérique latine, du rôle normatif de l'ONU et de la responsabilité de la communauté scientifique en matière de promotion des droits de l'homme. L'une de ses conclusions est que la science et la technique sont aujourd'hui si ramifiées et ont pris un tel empire qu'on ne peut pas les laisser aller dans n'importe quelle direction. Il en découle, et c'est l'autre conclusion, qu'il est urgent d'orienter et de canaliser la technique pour en faire un instrument de promotion des droits de l'homme, en particulier dans le monde en développement.

5. Etant donné que l'essentiel du contenu de la publication est résumé et mis en relief dans ses conclusions et recommandations, celles-ci sont reproduites ci-après avec l'autorisation de l'Université.

"CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS */

C.G. WEERAMANTRY

Le présent ouvrage fait la synthèse de nombreux courants de pensée sur le rôle positif de la technique dans un ordre mondial de plus en plus attentif aux droits de l'homme.

A mesure que la fin de ce siècle se rapproche et que s'amorce le suivant, les anciens concepts de souveraineté s'assouplissent. Les barrières étanches qui isolaient les nations se feront plus perméables. Cette évolution progressive du concept de souveraineté pourrait bien préfigurer celle des relations internationales et du droit international.

Grâce à son universalité, la technique sera l'un des principaux artisans de la percée opérée au travers des frontières nationales car ses multiples répercussions sur la vie et la société ignorent ces frontières. La technique, qui jouera donc un rôle clé dans la promotion des idées universelles, sera aussi appelée par ailleurs à rendre la vie meilleure pour tous dans une société désormais plus universaliste. Elle jouera en même temps un rôle de puissant catalyseur, tant sur la scène internationale que sur le plan des droits individuels, et son action pourra être aussi bien positive que négative. Mais dans les deux cas, son impact sera crucial vu son aptitude à influencer les droits de l'homme à tous les niveaux, du microniveau de l'individu au macroniveau des relations internationales.

Si donc la technique est appelée à unifier la planète et à abaisser les barrières qui empêchaient jusqu'ici la formation d'un seul monde, il est temps que la communauté mondiale songe à l'orienter de manière à pouvoir l'utiliser au mieux pour promouvoir les normes universellement acceptées dans le domaine des droits de l'homme. Plusieurs études, dont celle-ci, ont clairement fait apparaître que la science et la technique ont aujourd'hui trop de pouvoir et trop de ramifications pour qu'on les laisse aller dans n'importe quelle direction. La présente étude établit clairement qu'il y a beaucoup à faire pour orienter et canaliser la technique afin d'en faire un instrument de promotion des droits de l'homme dans le monde en développement.

La multiplicité des voies qui s'ouvrent avec chaque nouvelle percée scientifique explique l'importance du processus de sélection. Le monde en développement se doit de ne plus rester simplement le destinataire passif de techniques conçues pour d'autres sociétés et d'influencer de façon décisive la mise au point de techniques correspondant à ses propres besoins.

Le problème est immense mais les limites du présent exposé ne nous permettent d'en traiter que certains aspects. Nous avons choisi d'en présenter trois : premièrement, les perspectives mondiales, deuxièmement, les réactions internationales au problème et, troisièmement, des études particulières portant sur des problèmes spécifiques.

*/ Université des Nations Unies, 1990. Numéro de vente : E.90.III.A.3.

Nous commencerons par l'étude conceptuelle et théorique de M. Herrera qui met l'accent sur la prospective et les études de prospective normative. M. Herrera insiste sur la nécessité d'aborder les problèmes dans un contexte interdisciplinaire et non pas, comme c'est souvent le cas, par secteur - celui de l'économie par exemple - pour chercher ensuite des confirmations dans d'autres disciplines. M. Herrera dit aussi qu'il faut éviter l'écueil qui consiste à se 'mettre sur la défensive' en n'envisageant que l'impact négatif des nouvelles techniques. Au moment de définir les objectifs socio-économiques, il faut envisager sous un angle positif le potentiel offert par les nouvelles technologies.

M. Herrera stimule la réflexion en faisant observer que dans ce domaine, comme dans bien d'autres, il faut perdre l'habitude de considérer le monde en développement comme une variable dépendant de la conjoncture qui prévaut dans les pays industrialisés. Selon ses propres termes, 'Il existe une foule d'options nouvelles qui offrent aux pays du tiers monde la possibilité de participer activement à la construction d'un nouvel ordre mondial plus équitable'.

La prospective ne doit pas être un simple exercice théorique, mais doit toujours servir de guide pour l'action. La méthode suivie pour le projet "Perspective technologique pour l'Amérique latine", évoquée par M. Herrera, nous fournit de nombreuses indications quant à l'enchaînement des étapes de la prospective et quant aux caractéristiques de la société à laquelle nous aspirons. La science et la technique devraient constituer des variables explicites incorporées à l'ensemble du processus intégré de planification socio-économique, afin de dépasser le schéma dichotomique actuel qui situe la planification socio-économique d'un côté et la planification de la R-D de l'autre.

Le grand défi conceptuel évoqué dans ce chapitre a trait à la nécessité d'oeuvrer à la formulation du droit de participer à toutes les décisions sociales et d'accéder aux activités intellectuelles créatrices.

Lorsqu'on aborde la question de la mobilisation de la technique au service de la promotion des droits de l'homme, il faut garder à l'esprit l'importante observation formulée par M. Herrera selon laquelle notre objectif devrait être de combler l'écart technologique non pas en termes absolus, mais dans le contexte des adaptations socio-économiques et institutionnelles nécessaires. Trop souvent, on est détourné du problème pratique à régler par les difficultés infranchissables que pose le comblement de cet écart en termes absolus. Cette tâche apparemment insurmontable ne doit pas empêcher d'obtenir des résultats immensément valables en introduisant les adaptations dont les études interdisciplinaires approfondies font apparaître la nécessité.

L'analyse de M. Herrera, qui nous est présentée comme un point de vue propre au tiers monde, a pourtant une plus large validité qui la rend applicable à toutes les sociétés.

M. Chamarik reprend cette formule en l'appliquant plus spécialement au tiers monde. Il souligne l'importance du concept d'autosuffisance dans les domaines de la science et de la technique, le domaine qui se prête le mieux à l'application de ce principe dans les sociétés en développement étant celui de l'agriculture. Concernant la technologie, M. Chamarik incite à se méfier des décisions prises par les élites du tiers monde pour leurs pays respectifs. Les besoins et les aspirations de ces élites risquent souvent de n'être pas les mêmes que ceux du citoyen de base et, si l'on cherche à promouvoir les droits de l'homme pour l'ensemble de la population, il n'est pas souhaitable que ces décisions soient prises par l'élite, car elles visent des objectifs du type développement économique accéléré orienté vers l'industrialisation. Une telle approche peut déboucher sur la dépendance et la subordination.

Les connaissances techniques et l'esprit d'invention n'ont jamais fait défaut aux sociétés agricoles. Leurs moyens traditionnels d'apprentissage et leur capacité d'adaptation et d'innovation techniques ne doivent être ni minimisés ni ignorés car ils sont l'émanation des besoins réels et concrets des populations et de leur environnement. En termes de progrès humain et social, modernité et tradition doivent être considérées comme complémentaires.

Dans le cadre de l'étude sur l'autosuffisance effectuée dans six pays asiatiques sous les auspices de l'Université des Nations Unies, une recherche est menée sur les conditions du développement autonome; elle débouche sur la notion de développement partagé plutôt que sur une solution cherchant à assurer l'autosuffisance de chaque pays en particulier sans se préoccuper des autres. Les différents éléments de l'autosuffisance technologique sont interdépendants. Ils présupposent, pour l'essentiel, une utilisation optimale des ressources locales, la mise en valeur des ressources humaines autochtones et l'établissement d'infrastructures locales.

M. Chamarik conclut que la vraie solution dépend des capacités techniques et productives des communautés rurales elles-mêmes. Le choix et l'évaluation des techniques, au lieu de leur être imposés de gré ou de force, doivent être faits sur place, par les communautés rurales elles-mêmes.

L'un des points essentiels de l'analyse de M. Chamarik est que les facteurs socio-culturels nécessaires à l'autosuffisance technologique ne pourront être réunis si les conditions politico-économiques ne s'y prêtent pas. Au terme de plusieurs siècles de dépendance et de sous-développement, il faut rendre aux sociétés asiatiques l'autonomie dont elles ont été privées et leur permettre de prendre elles-mêmes leurs décisions, et pour cela, revivifier la sphère politico-économique.

Il n'existe aucune incompatibilité intrinsèque entre technologie moderne et techniques traditionnelles. L'intervention humaine peut infléchir dans le bon sens l'orientation du développement de demain. La technologie moderne, en symbiose avec les techniques traditionnelles, doit compléter et non supplanter les techniques locales. En résumé, la question n'est pas de savoir s'il faut faire appel à la science occidentale mais plutôt de savoir comment, dans quelles conditions et à quelles fins.

L'étude sur les droits de l'homme et les progrès scientifiques et techniques envisagés d'un point de vue occidental, effectuée par M. Farer, constitue la troisième de la série sur les perspectives mondiales.

M. Farer dénonce la tendance consistant à appréhender la question des droits de l'homme et de la technique sous le seul angle des technologies qui ont des répercussions évidentes sur les modes de vie collectifs dans le tiers monde. Comme le fait observer M. Farer, les autres études citées dans le présent ouvrage, qui abordent les problèmes des droits de l'homme et de la technique du point de vue du tiers monde, ne minimisent pas l'importance des droits individuels ou de l'autonomie individuelle.

On ne saurait non plus perdre de vue le fait qu'on trouve au sein même de certaines sociétés du tiers monde des groupes importants dont les comportements et les valeurs sont très voisins des attitudes individualistes de l'Occident. M. Chamarik, par exemple, s'est étendu sur la prédominance de ces groupes dans les sociétés en développement.

Etant donné l'interdépendance des droits de l'homme qui exclut qu'un groupe puisse être tenu à l'écart d'un autre, il est à notre sens important pour ne pas perdre le sens des perspectives de considérer l'impact sur les droits de l'homme de certaines techniques qui, en apparence, semblent concerner les seules sociétés occidentales. Lorsqu'on étudie l'impact des techniques en général sur un quelconque secteur de la population mondiale, il est impossible de ne pas s'inquiéter de celles-là en particulier. La technologie ignore les barrières de nationalité, de classe ou de religion et, tôt ou tard, une technique que l'on croyait n'intéresser qu'un seul secteur de la population aura des répercussions sur un autre, si perfectionnée ou exclusive qu'elle puisse paraître.

M. Farer traite notamment de trois domaines techniques : les armes nucléaires, la procréation et l'éducation des enfants, la protection de la vie privée.

Ces trois domaines, qui peuvent tous sembler bien éloignés des préoccupations du monde en développement, les touchent pourtant de très près. Pour ce qui est des armes nucléaires, il ne fait aucun doute qu'elles désagrègent le tissu homogène que forment les droits universels de l'homme si fortement qu'elles portent atteinte aux droits fondamentaux de tous les peuples du monde. On ne peut valablement prétendre mettre la technique au service des peuples du tiers monde sans soulever le problème des principes qui sont à la base de la théorie selon laquelle les armes nucléaires peuvent être utilisées dans toutes les circonstances. Aussi longtemps que cette théorie prévaudra, il sera vain de tenter de résoudre les autres problèmes que pose l'emploi de la science et de la technique au service des droits de l'homme.

Le premier problème qu'aborde M. Farer concerne donc tout autant le monde en développement que le reste de la communauté mondiale.

Par leur nature même, la procréation et l'éducation des enfants touchent au plus intime, c'est-à-dire à l'humanité et à la dignité de chaque être humain. Si certains usages sont potentiellement dangereux, ils le seront partout; c'est par exemple le cas d'un des abus cités par M. Farer, celui de leur usage à des fins politiques et sociales totalitaires. En revanche s'ils sont utilisés à des fins potentiellement bénéfiques, ils seront bénéfiques en tout lieu et il serait hasardeux de postuler qu'il y aura forcément un décalage temporel entre leur utilisation dans les sociétés en développement et dans les sociétés industrialisées. En outre, même si de tels usages ne revêtent pas un caractère imminent pour les sociétés du tiers monde, ils n'en ont pas moins des répercussions immédiates sur le concept de personne humaine.

Le troisième domaine technique, qui concerne la protection de la vie privée, est de toute évidence important pour toutes les sociétés, qu'elles soient en développement ou industrialisées, mais les utilisations éventuelles dans les sociétés en développement sont indubitablement plus lourdes de conséquences. La possibilité de transmettre à partir de n'importe quel point du monde des informations à destination de n'importe quelle autre partie du globe confère à cette technique un potentiel d'utilisation presque sans limite.

L'article de M. Farer démontre aussi l'inexactitude des arguments de la droite occidentale, à savoir qu'il y existe une différence fondamentale entre le Nord et le Sud quant à l'importance reconnue à la notion de liberté humaine et que le Sud s'abriterait derrière le discours des droits de l'homme pour obtenir le transfert des ressources du Nord au Sud.

Cet aperçu conclut la deuxième partie du présent chapitre et va être suivi de la troisième partie, consacrée aux réactions internationales.

On est loin des premières tentatives de l'ONU pour mobiliser la science et la technique au service du monde en développement.

La première réunion sur ce thème, la Conférence mondiale des Nations Unies sur l'application de la science et de la technique dans l'intérêt des régions peu développées, tenue à Genève du 4 au 20 février 1963, avait réuni 1 665 participants provenant de 96 pays ainsi que les représentants de nombreuses organisations internationales. Cependant, pour citer l'un des commentateurs (le Professeur Volker Rittberger dans Development and Co-operation - German Foundation for International Development, vol. 3 (1979) : 14),

'La présente Conférence mondiale ressemble davantage à un marché mondial de la science et de la technique qu'à un forum de consultations et de négociations destinées à promouvoir des programmes concrets de développement. C'est ainsi que cette conférence mondiale, contrairement à celles qui se sont tenues dans les années 70, n'a adopté ni déclaration d'intention ni programme d'action. Les demandes formulées par plusieurs pays en développement, qui souhaitaient voir créer au sein du système de l'ONU une nouvelle institution chargée de promouvoir l'application de la science et de la technique au service du développement, n'ont pas été entendues.'

Au cours du quart de siècle qui vient de s'écouler, le problème a été très sérieusement étudié du point de vue théorique et pratique à la fois. Si tout ce qui touche au développement prend de plus en plus de place, on constate en même temps que le développement n'est qu'un élément d'une structure plus vaste, celle des droits de l'homme, dans le cadre de laquelle le problème doit être considéré. Différents programmes d'action ont été conçus et des mécanismes institutionnels mis en place. En 1971, le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement a publié un 'Plan d'action mondial pour l'application de la science et de la technique au développement'. De nombreuses déclarations internationales ont suivi. En 1976, à sa trente et unième session, l'Assemblée générale a adopté une résolution demandant la création d'un comité de la science et de la technique au service du développement. Tous ces thèmes sont encore débattus et font l'objet de programmes d'action en cours d'application.

Le chapitre de Mme Yamane sur les mesures normatives adoptées par la communauté internationale fournit un cadre conceptuel essentiel en retraçant l'évolution des instruments élaborés pour faire face aux problèmes que posent dans le domaine des droits de l'homme les progrès scientifiques et techniques. A titre d'introduction, Mme Yamane dresse l'inventaire des droits de l'homme qui risquent le plus d'être dégradés par les progrès scientifiques et techniques.

Si, à la liste impressionnante des droits risquant d'être directement affectés, on ajoute ceux qui risquent d'être lésés, il y a de quoi s'inquiéter puisqu'on constate qu'un très grand nombre des droits de l'homme sont directement ou virtuellement menacés. Les instruments internationaux de protection contre les abus de la science et de la technique sont à la fois généraux et spécifiques. Les instruments spécifiques traitent du droit à la vie, du droit à l'intégrité physique et mentale, du droit à la vie privée et du droit à l'information.

Mme Yamane donne aussi la liste des instruments conçus pour garantir une utilisation positive des progrès scientifiques et techniques, c'est-à-dire au service des droits de l'homme, et les divise en instruments de caractère général d'un côté et de caractère spécifique de l'autre. Entrent dans cette dernière catégorie ceux qui traitent du droit de tirer parti des progrès scientifiques et du droit à un niveau de vie suffisant.

Mme Yamane souligne qu'en ce qui concerne l'impact de la science et de la technique sur les droits de l'homme, la préoccupation majeure de l'ONU est axée sur le développement économique, ce qui coïncide avec les efforts déployés par la communauté internationale pour instaurer un nouvel ordre économique international. La Charte des droits et devoirs économiques des Etats (1974) confère à ces derniers des droits importants et leur impose des devoirs tout aussi importants, qu'ils soient en développement ou industrialisés. L'une des obligations majeures des pays industrialisés est d'aider les pays en développement à élaborer des infrastructures scientifiques et techniques et à entreprendre d'autres activités aux fins de développer leurs économies.

Une telle évolution débouche sur un important débat d'ordre théorique. En effet, les appels en faveur de l'intervention active de l'Etat dans de nombreuses sphères de la vie vont à l'encontre de la conception libérale et individualiste des droits de l'homme. Mme Yamane déplore qu'on ait dépensé tant d'énergie en compromis superficiels d'ordre théorique plutôt qu'à la conception de moyens permettant de faire respecter les droits de l'homme. Elle fait observer aussi le fait que de proclamer sans discernement des droits de toute sorte ajoute encore au flou conceptuel. Selon elle, le moyen de sortir de cette impasse serait peut-être de définir les domaines d'application de différentes catégories de droits de l'homme et de les dissocier des grandes questions générales du développement économique telles que le transfert de technologie et l'exploitation des ressources naturelles.

Cet appel en faveur d'une plus grande acuité dans la réflexion sur les droits de l'homme arrive à point nommé, car trop d'enthousiasme peut compromettre la cause tout entière en brouillant la perception que l'on a des concepts. Il faut assurer la promotion des droits de l'homme tout en préservant leur intégrité en tant que concepts. Elargir trop rapidement ou inconsidérément les catégories de droits peut saper les bases sur lesquelles repose la structure conceptuelle de ces droits.

Mme Yamane montre que l'évolution des concepts dans le domaine des droits de l'homme s'est faite un peu au hasard. Elle rappelle que le droit coutumier s'est constitué sur 'une jungle de cas particuliers' et non pas à partir d'un ensemble cohérent de principes unifiants. Plus tard, le législateur s'est attaqué à ce foisonnement de textes pour lui donner quelque logique et une certaine cohérence. Les droits de l'homme auraient sans doute besoin d'une telle remise en ordre. Peut-être, comme le suggère Mme Yamane, la maîtrise de l'information est-elle le point crucial car, sans information, il est impossible de prendre des décisions réfléchies en matière de science et de technique. Son appel en faveur de l'élaboration d'un instrument international qui renforcerait le droit à l'information pourrait bien être l'une des conclusions majeures de cette étude.

Ayant acquis une meilleure intelligence des aspects conceptuels grâce à l'étude de Mme Yamane, on peut aborder l'analyse approfondie de M. Kubota sur les dispositions institutionnelles.

Après avoir retracé les étapes qui ont conduit, notamment grâce aux initiatives japonaises et yougoslaves, au projet actuel, M. Kubota note que la question de l'incidence des progrès scientifiques et techniques sur les droits de l'homme n'avait pas été examinée en détail avant la Conférence internationale des droits de l'homme de 1968 qui a débouché sur la Proclamation de Téhéran. Dans sa résolution 2450 (XXIII) du 19 décembre 1968, l'Assemblée générale a invité le Secrétaire général à entreprendre des études détaillées, en ce qui concerne le respect de la vie privée des individus face aux progrès des techniques d'enregistrement et la protection de la personne humaine face aux progrès de la biologie, de la médecine et de la biochimie.

A partir de là, M. Kubota passe en revue les événements, les études et les rapports qui ont marqué la période 1971-1987. En 1975, la Déclaration de l'Assemblée générale sur l'utilisation du progrès de la science et de la technique dans l'intérêt de la paix et au profit de l'humanité a constitué un fait marquant et la Commission des droits de l'homme, dans sa résolution 10B (XXXIII) a décidé de l'adopter comme fondement de ses travaux futurs, soulignant en outre que les Etats Membres devaient tenir compte des dispositions et principes contenus dans la Déclaration. Il est dûment pris note également des importants rapports établis par le Secrétaire général et les institutions spécialisées compétentes. Le volume des documents émanant de l'ONU a pris une telle ampleur qu'on a besoin pour s'y retrouver de points de repère et grâce à ce chapitre de l'ouvrage de M. Kubota, le chercheur a l'assurance qu'aucun des documents qui font date dans ce domaine ne lui aura échappé.

S'il ne nie pas l'importance des travaux entrepris à ce jour, M. Kubota souligne néanmoins que l'on manque de directives et de règles de conduite en matière d'activités scientifiques et techniques. Ces directives devraient maintenir 'l'équilibre nécessaire entre progrès scientifique et technique et progrès intellectuel, spirituel, culturel et moral de l'humanité'.

Le besoin d'information est l'un des thèmes centraux de l'article de M. Kubota comme d'ailleurs d'autres articles repris dans le présent ouvrage. La raison en est que chacun doit pouvoir se défendre contre les effets négatifs de la science et de la technique, et disposer, pour cela, d'informations sur les dangers potentiels. Pour M. Kubota, la liberté de l'information est essentielle à la protection et à la promotion des droits de l'homme.

Qu'il s'agisse des processus de prise de décisions, des procédures de recours ou des procédures législatives et administratives, tous exigent cette libre circulation de l'information. A cet égard, M. Kubota fait état des efforts déployés dans ce domaine par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et par le Conseil international des sciences sociales. Cet important travail de pionnier devrait être plus largement connu.

M. Kubota estime qu'il faudrait abandonner ou corriger les politiques, méthodes d'approche et attitudes qui créent ou entretiennent une dichotomie artificielle entre considérations juridiques et droits de l'homme, d'une part, et activités scientifiques et techniques, d'autre part. Ce 'cloisonnement artificiel' influence sans aucun doute la manière de penser de nombreux décideurs. M. Kubota voit dans l'élaboration de nouveaux principes directeurs le moyen de faciliter le passage des activités scientifiques et techniques de la seule sphère technique et scientifique au domaine juridique et politique.

Il s'agit d'une tâche importance qui s'inscrit dans le droit fil de la série de projets de l'Université des Nations Unies qui portent sur les progrès scientifiques et techniques et ont pour objectif commun l'adoption de principes directeurs devant permettre aux politiques scientifiques et techniques de contribuer au maximum au progrès de l'homme et au progrès social. Comme le fait observer M. Kubota, c'est la première fois que l'Université des Nations Unies décide de répondre, avec le projet en cours, à l'invitation d'un organe de l'ONU s'occupant des droits de l'homme, lui demandant de lancer un projet de ce type, d'où l'importance de le voir déboucher sur des réalisations novatrices et fructueuses dans ce domaine.

La quatrième partie traite de problèmes spécifiques et le choix s'est porté sur la structure de l'entreprise scientifique, le développement et les droits de l'homme, les problèmes d'environnement - trois domaines importants qui ont été considérés comme méritant une attention spéciale.

Toute étude des moyens susceptibles de mettre la science et la technique au service des populations doit traiter de la structure de l'entreprise scientifique car il ne peut y avoir prise de décisions en matière scientifique sans connaissance de cette structure. L'entreprise scientifique a une logique et un schéma qui lui sont propres.

C'est M. Nakayama qui effectue cette étude à titre de contribution au présent ouvrage. En guidant le lecteur à travers les différentes étapes de la production, qu'il s'agisse de la science industrielle ou de la science de la défense, il appelle l'attention sur des domaines secrets et impénétrables. Si grand que soit le désir de voir les droits de l'homme peser sur les prises de décisions dans ce domaine, il se heurte aux obstacles bien réels que sont les considérations liées aux bénéfices des sociétés ou au secret stratégique, ce qui complique l'évaluation sociale de la science à de nombreux stades de la production. L'évaluation est déjà difficile en soi mais il est encore plus difficile d'influencer les processus de décision.

Les notions fondamentales de transparence et d'universalité des connaissances scientifiques sont souvent niées dans nombre de secteurs scientifiques. Cela revient à dénier aux chercheurs le droit fondamental de l'homme à la diffusion et à l'examen des informations scientifiques. L'atteinte portée aux droits des chercheurs va encore plus loin car les droits de l'homme sont touchés de bien d'autres façons, notamment sous l'angle

des risques que le maintien du secret leur fait encourir. Le public en fait lui aussi les frais puisque les effets de certains procédés scientifiques dommageables pour l'environnement lui sont ainsi cachés et ne font, de ce fait, l'objet d'aucune mesure préventive.

Nombre d'activités scientifiques d'utilité publique ignoraient ce type d'obstacles avant d'être industrialisées. Même dans le domaine médical de la transplantation d'organes, la production d'organes artificiels est en passe de devenir rapidement une activité lucrative.

Tout cela pose des problèmes conceptuels de grande portée. M. Nakayama note que ceux qui ne disposent pas des connaissances nécessaires, sont en position de faiblesse en matière de prise de décisions - or c'est le cas de la plupart d'entre nous. Avons-nous le droit de ne pas pâtir de notre ignorance ?

La réponse actuelle à cette question est que le remède à l'ignorance doit être surmontée par l'information. Si le grand public est maintenu dans l'ignorance, il devra en payer le prix. Mais la prolifération des connaissances a pris de telles proportions qu'il est vain de postuler l'obligation d'acquérir des connaissances dans tous les domaines techniques qui influent sur nos vies. Dans toutes les sociétés, l'ignorance sera un handicap croissant pour les individus, mais ce danger est déjà très nettement perceptible dans le tiers monde.

L'impossibilité d'accéder à l'information et sa mauvaise diffusion appellent impérativement notre attention si l'on veut que la technique soit mise au service de la communauté. La 'pollution de l'information' comme l'appelle M. Nakayama, est un danger réel dans toute société. Ce danger augmente partout et, dans la conjoncture mondiale actuelle, il constitue l'un des plus graves problèmes posés aux populations du tiers monde.

Droits de l'homme, technique et développement sont le second thème retenu pour la quatrième partie. Cet article, rédigé par le rédacteur en chef de l'ouvrage, se propose d'explorer l'impact de la technologie à la lumière des trois principaux éléments développés dans la résolution adoptée par l'Assemblée générale en 1984 sur le droit au développement : participation, contribution et jouissance.

Pour mieux participer au processus de prise de décisions dans le domaine scientifique, il faut explorer le cheminement au terme duquel est prise la décision d'introduire une nouvelle technique dans un pays en développement. Les décisions sont souvent prises sous la pression d'influences extérieures au pays. Il faut donc évaluer avec plus de précision les facteurs qui influencent les décisions et se demander à quels stades elles sont prises.

Ces considérations soulignent une fois de plus la nécessité de diffuser plus largement l'information sur les facteurs influant sur la décision et les options technologiques disponibles.

Le contrôle des techniques, les systèmes de dépistage et d'alerte précoces, les échanges internationaux d'évaluations techniques et la coopération technique entre pays en développement doivent s'intensifier. L'étape suivante de la recherche menée au titre du projet considéré consistera peut-être pour une part importante à étudier les moyens de mettre en place ce type de mécanisme institutionnel. Qu'il s'agisse de centres créés à l'échelon national ou régional, ils devront constituer un réseau englobant tous les pays

en développement. Certains pays ne disposeront peut-être pas des ressources nécessaires à la réalisation de tous ces objectifs, mais l'insuffisance de moyens ne peut justifier qu'ils refusent à leurs citoyens les droits de l'homme qui sont les leurs et qui pâtiront de l'absence de tels mécanismes. Il s'agit donc là d'un important domaine qui s'offre à la coopération régionale et internationale, car en matière de droits de l'homme, comme on cherche à le démontrer dans le présent ouvrage, la communauté mondiale ne peut invoquer aucune excuse pour ne pas honorer son obligation d'aider ces pays à accomplir cette tâche essentielle.

Ce qui vaut pour le processus de prise de décisions vaut également pour la contribution aux techniques proprement dites et il faut élargir le champ de participation du tiers monde. Des recherches s'imposent pour en connaître les points d'impact optimaux et les multiplier. C'est sous cet angle qu'il faut étudier la participation à la conception des produits, la multiplicité des étapes qu'impliquent les entreprises communes courantes et les aspects juridiques connexes, la formation à la participation et la technologie appropriée. Le réseau conventionnel de diffusion de l'information n'atteignant pas le simple citoyen, il convient d'expérimenter d'autres méthodes.

Le troisième élément de la trilogie - celui qui concerne la jouissance - est sans doute le plus important. Nombre de techniques ne profitent pas à ceux qui en auraient le plus besoin. Il s'agit d'ailleurs là de l'enjeu le plus formidable de l'entreprise qui vise à mettre la technique au service des droits de l'homme, pour lequel il faut examiner, entre autres, les responsabilités sociales des chercheurs et les nombreuses ramifications de la technologie de l'information. Alors que la technologie de l'information devrait être un moyen de mettre la technique au service des droits de l'homme, elle tend souvent à situer monde en développement et monde industrialisé à des pôles opposés. D'autre part, l'ordinateur n'est pas seulement un outil permettant de stocker et de diffuser l'information, il joue aussi un rôle actif dans la création de nouvelles technologies.

Certains secteurs ont une importance vitale parce qu'ils font obstacle à l'introduction de nouvelles techniques; ce sont le commerce des armes, les politiques alimentaires et l'inadéquation des concepts et des structures juridiques conçus en fonction des besoins et des priorités du monde industrialisé. Ils sont brièvement examinés.

Le chapitre se termine par quelques recommandations qui pourront aider à atteindre l'objectif global du projet.

Les problèmes écologiques sont en grande partie la conséquence du "progrès" technique. Ils portent atteinte aux droits de l'homme à tous les niveaux. Si nous voulons faire de la technologie une science favorable aux droits de l'homme, l'un des secteurs les plus vitaux qui doit retenir l'attention est celui de l'utilisation de la technique pour prévenir tout dommage à l'environnement ou y remédier.

M. Vukasovic aborde ce problème dans un chapitre où il mesure l'interdépendance entre les problèmes d'environnement et l'ensemble des droits de l'homme - le droit à la vie et à la santé et tous les autres droits sociaux, économiques, culturels, politiques et civils. Non sans raison, la législation sur l'environnement s'avère être l'un des secteurs les plus dynamiques du droit interne et international.

Les droits liés à l'environnement peuvent être considérés à la fois comme droits collectifs et individuels. C'est ainsi, par exemple, que la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples parle de droits à l'environnement en tant que droits des peuples et que la Déclaration de la Conférence de Stockholm sur l'environnement fait également de ces droits des droits individuels. Il s'agit donc d'un droit à la fois individuel et collectif, ce qui pose des problèmes de définition et de conflit de droits et nécessite la création d'un mécanisme institutionnel, non seulement au niveau de l'ONU mais aussi aux niveaux régional et sous-régional.

Selon M. Vukasovic, pour que ces nouveaux droits qui apparaissent puissent se développer, il est indispensable de les définir avec plus de précision et de mieux les réglementer. C'est là une étape essentielle du processus de promotion des droits de l'homme.

Outre ces aspects conceptuels et structurels, nombre d'autres secteurs offrent de grandes possibilités d'exploiter la technique au service des droits de l'homme liés à l'environnement. Certaines de ces technologies ressortissent au domaine militaire et il faudrait les mettre au service du développement. L'utilisation de la technologie spatiale pour la télédétection de la terre en est un exemple; la technologie destinée à prévenir et à combattre les dommages découlant d'activités extrêmement dangereuses en est un autre.

Il faudra donc s'intéresser aux domaines de la prévention et de la réglementation, ce qui nécessite à la fois la promotion du droit à l'information et du devoir de divulgation. Chacun a le droit de savoir quel est l'état réel de l'environnement et il faut combattre la politique du secret dans les domaines qui sont décisifs pour la survie de l'humanité.

Là encore, les pays en développement ont à surmonter le problème du manque de personnel et de structures de réglementation. Cela exige la collaboration du monde industrialisé. L'évaluation de la technique aux niveaux national et international est vitale, mais elle n'est pas facile à réaliser sans une telle coopération. Les décisions de stratégie technologique ne doivent pas être prises dans les milieux fermés du pouvoir. Il faut une participation délibérée et démocratique des populations. Il faut aussi améliorer les relations internationales par le biais d'une collaboration dans le domaine des droits de l'homme. Il faut enfin promouvoir le droit humanitaire international et établir un lien entre la législation relative à l'environnement et la notion de développement durable.

Le schéma esquissé dans ces chapitres comporte plusieurs projets de recherche potentiels. Il ne fait aucun doute que le thème de cet ouvrage constitue l'un des domaines les plus cruciaux pour la promotion des droits de l'homme à une époque où la science et la technique occupent une place prépondérante dans presque tous les aspects de notre vie.

Vu l'importance de ce thème et la multiplicité des sujets de recherche possibles, il faudra bien choisir la prochaine étape de cette entreprise.

A l'évidence, il faudra s'orienter vers des recherches plus spécifiques dans certains domaines présentant un intérêt immédiat pour les sociétés en développement.

On pourrait, par exemple, s'intéresser au processus de prise de décisions politico-économique qu'il faut connaître si l'on veut encourager l'autonomie en matière de décisions techniques. Peut-être faudra-t-il étudier les structures qui président à la prise des décisions technologiques dans les sociétés en développement, et aussi les objectifs de développement qu'elles se sont fixés. Sans doute, faudra-t-il aussi élargir le champ de la recherche et aborder, au-delà des sociétés prises isolément, les domaines de coopération entre sociétés en développement, ce qui permettra de dégager des principes plus larges que ceux qu'on pourrait tirer de monographies par pays. Les thèmes de recherche encore inexplorés sont légion. Dans ces conditions, prendre une décision en connaissance de cause n'est pas une mince affaire.

Pourtant, à elles seules, ces recherches sont insuffisantes. Il faudra également examiner la multitude de nouvelles structures, nationales et internationales, qu'il faudra concevoir ou améliorer si l'on veut atteindre les idéaux décrits dans le présent ouvrage.

Là encore, les possibilités révélées par notre étude sont multiples. On trouve, aux deux extrêmes, des structures héritées du passé qui peuvent nous permettre de tirer les enseignements de nos erreurs et des structures tournées vers l'avenir qui doivent nous permettre de faire face à des problèmes et à des techniques que nous appréhendons bien mal. Il y a là un large éventail d'options qui exige un choix bien pesé.

C'est dans les sociétés en développement, où la nécessité de mécanismes de surveillance ou de régulation se fait sentir de façon aiguë et urgente, qu'il y a pénurie ou absence totale de tels mécanismes. Il faut bien réfléchir à ce problème, compte dûment tenu de l'urgence, car tant que ces structures feront défaut on en profitera pour introduire des techniques qui servent des intérêts particuliers, au détriment des droits de l'homme de la masse des populations des nations en développement.

Jusque-là, ce sont les grands principes socio-politiques et les nouvelles structures institutionnelles requises qui ont été traités.

Mais le présent ouvrage ne s'en tient pas là. Il faut aussi promouvoir la réforme et le développement conceptuels des droits de l'homme comme tels. Il faudra envisager une nouvelle formulation des droits et donner des définitions plus fines des droits déjà reconnus comme, par exemple, le droit d'accès aux activités intellectuelles créatives et celui de participer aux décisions sociales.

En outre, il faudra aborder sous un angle nouveau des concepts tels que le droit à la propriété (et à la propriété intellectuelle), le droit de conclure des contrats et le droit à la liberté de l'enseignement. Juristes et spécialistes des droits de l'homme ont là un gros travail à faire sur le plan théorique.

Mais à quoi peuvent servir structures et concepts si l'on ne dispose pas du personnel nécessaire pour en tirer le meilleur parti ? Il faut donc former le personnel capable de maîtriser toutes les tâches et les procédures qui pourraient se dégager de la présente étude. Ces tâches consisteront à former du personnel pour ces nouvelles structures, à transmettre les messages émanant de cette étude au niveau local, là où ils devront être mis en oeuvre, à promouvoir l'esprit d'autonomie et d'initiative afin de surmonter la passivité et la résignation traditionnelles face à la puissance et à la fatalité de la technique. Il faut que les nouveaux cadres du tiers monde soient animés par la conviction que la technique peut bel et bien être mise au service de leurs communautés et de leurs objectifs socio-économiques.

Les auteurs recommandent à la Commission des droits de l'homme d'étudier toutes ces possibilités, convaincus qu'elle fera un choix judicieux pour la prochaine étape de ce projet. A la veille de la célébration du quarantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, peu de projets de recherche paraissent plus dignes d'être poursuivis que l'étude sur les moyens de mettre la plus formidable puissance de notre époque au service de la plus magistrale déclaration d'idéaux qu'elle ait produite."
